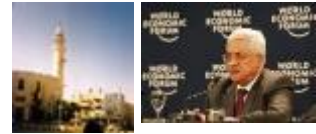


La GUERRE SUR DEUX FRONTS actualisé au 12 09 06

Malgré l'optimisme des diplomates à New York, la guerre se poursuit sur deux fronts.

Les affrontements entre Palestiniens qui prenaient une tournure de plus en plus préoccupante passent au second plan devant l'offensive israélienne à l'intérieur du territoire de Gaza;



Le 22 avril dernier, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, les partisans du Fatah et les activistes du Hamas se sont affrontés à la suite de déclarations irresponsables du chef de la branche extérieure du Hamas. Le président Mahmoud Abbas était accusé d'un complot pour renverser le gouvernement issu des élections du 25 janvier favorables au Hamas.

Le 12 juin les forces de sécurité du Fatah avaient attaqué les bâtiments officiels tenus par le Hamas pour venger ceux des leurs pris pour cible par le parti islamiste dans la bande de Gaza.

Les affrontements entre Palestiniens avaient pris une tournure de plus en plus préoccupante. L'épreuve de force politique engagée entre le Fatah qui fut naguère le rempart d'Arafat et les activistes les plus radicaux du Hamas aujourd'hui au pouvoir dont le Premier Ministre Ismaël Haniyeh est issu, était en passe de déboucher sur la guerre civile.

Pour comprendre cette situation préjudiciable aux intérêts palestiniens, il faut revenir aux accusations portées contre le Président Abbas par le chef politique du Hamas, Khaled Mechaal. Le gouvernement du Hamas avait décidé de créer une nouvelle force de police armée d'obédience Hamas pour se substituer ou du moins contrôler les forces de police fidèles au Fatah. Or les déclarations de Mechaal ont mis le feu aux poudres et déclenché le face à face violent entre étudiants fidèles au Fatah de l'université d'al-Azhar et ceux de l'université islamique partisans du Hamas.

Conscients de la gravité des événements, Hamas et Fatah avaient publié un appel commun au calme. Mahmoud Abbas avait même fait annuler par ses partisans la manifestation de protestation prévue à Ramallah. Il n'empêche qu'au cours de manifestations aussi bien en Cisjordanie que dans la bande de Gaza, les affrontements entre les deux camps avaient fait plusieurs morts et une trentaine de blessés, les uns accusant les autres et réciproquement, de trahison, de collaboration avec Israël et d'espionnage.

L'entourage du Président Mahmoud Abbas affirme n'avoir pas l'intention de limoger le Premier Ministre membre du Hamas et de vouloir éviter à tout prix la guerre civile.

C'est bien de cela qu'il s'agit. Tout concourt à attiser le feu : d'une part, il y a le soutien affiché de Ben Laden aux positions du Hamas, soutien dont les Palestiniens et le Hamas lui-même se seraient bien passés. D'autre part, la faillite financière du gouvernement palestinien, après l'interruption de l'aide

internationale, conséquence de l'arrivée au pouvoir du Hamas, entraîne un mécontentement généralisé, notamment des fonctionnaires qui dans leur majorité ne peuvent plus recevoir de salaire. Enfin, l'attitude agressive des milices du Hamas et la réaction de groupes armés comme les martyres d'Al Aqsa montre que les rancœurs sont en train de prendre le pas sur une nécessaire union seule capable de sortir les Palestiniens de l'impasse politique dans laquelle ils se sont fourvoyés.

Ehoud Olmert, le Premier Ministre Israélien, en visite à Paris et à Londres à la mi-juin avait confirmé à Tony Blair et à Jacques Chirac son désir de renforcer l'autorité du Président Abbas. Mais l'autorisation israélienne de transfert d'armes légères destinées à la protection rapprochée de l'Autorité palestinienne et la décision européenne de faire transiter les fonds d'aide en court-circuitant le gouvernement élu du Hamas, risque fort d'aviver les tensions entre les deux factions palestiniennes rivales et non de les apaiser. Cependant, aux dernières nouvelles, les services de la présidence et ceux du Premier Ministre avaient décidé de trouver, coûte que coûte, un terrain d'entente. A la suite de l'enlèvement par un groupe armé d'un caporal de l'armée israélienne, la donne a changé au profit des radicaux islamistes. En effet les Israéliens se sont lancés dans une riposte sans doute démesurée. Au cours de la première semaine de juillet, Tsahal a enlevé en Cisjordanie soixante quatre responsables du Hamas dont huit ministres et 26 députés. La plupart des responsables du Hamas vivent désormais dans la clandestinité traqués par l'armée israélienne. Islé sur la scène diplomatique, le nouveau gouvernement du Hamas ne peut plus payer les fonctionnaires. Partout, l'aide internationale a été suspendue. Le 12 juillet, ce sont les milices du Hezbollah qui sont venues à la rescousse du Hamas en tirant, à partir du sud Liban des séries de missiles, plus de cent, sur les villes frontalières du Liban en territoire israélien.

En représailles, les israéliens ont donc bombardé l'aéroport de Beyrouth et ont de nouveau pénétré au sud Liban.

Cette situation de plus en plus insoutenable dont les populations civiles font les frais, ne peut pas durer et il faudra bien tôt ou tard revenir au dialogue. Il semblerait qu'on en soit encore assez loin, malgré l'optimisme des diplomates aux Nations Unies à New-York. Il n'est en effet pas certain que le Hezbollah accepte de céder la place à l'armée libanaise et à une FINUL renforcée. Même incertitude sur les conditions qui pourraient être acceptées par les Israéliens. Sur le point d'arriver à un accord, le Conseil de Sécurité devra mettre en pratique les résolutions adoptées. La cessation des hostilités peut donc demander un délai. Les premiers contingents de renforcement de la FINUL sont sur place aidés par l'armée libanaise. Le Hezbollah, de son côté se fait plus discret. Côté palestinien, le Fatah sous l'impulsion du Président Mahmoud Abbas a accepté une trêve avec le Hamas qui tient le gouvernement. A la mi-septembre un gouvernement de coalition était en formation.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net